



## **Assemblée générale 2011**

Inauguration du site internet  
Actualités sociodémographiques  
en Mayenne

**Mercredi 6 avril 2011,  
à 18h**

**Habitat Jeunes Résidence F. Peslier  
9 rue Émile-Sinoir  
Laval**

**Centre d'étude et d'action sociale de la Mayenne**

6 rue de la Providence, 53000 Laval

Tél. 02 43 66 94 34 – Fax. 02 43 02 98 70 – Mél. [ceas53@wanadoo.fr](mailto:ceas53@wanadoo.fr) – Site Internet : [ceas53.org](http://ceas53.org)

# Une association – Un projet

## Le sens de l'action

- La finalité du CÉAS est d'être au service de l'Homme. Un souci de contribution à la promotion des personnes guide la réflexion et l'action de ses membres et de ses salariés.
- En cohérence avec cette finalité, il s'agit de permettre à chacun d'être acteur de son propre destin - ce qui implique l'accès à l'autonomie -, et acteur du développement collectif - ce qui implique, dans une perspective citoyenne, la participation de chacun à l'organisation de son cadre de vie et de la société.
- Pour atteindre ce but, le CÉAS s'emploie à contribuer aux politiques sociales et au développement local en Mayenne et dans ses territoires voisins, par la mise à disposition et la diffusion de l'information (notamment statistique), l'animation de groupes de réflexion, la conduite de formations, la mise en œuvre d'expérimentations, la réalisation de diagnostics, d'évaluations ou de recherches...

## Les moyens pour l'action

- **Un statut associatif** qui permet la rencontre entre des membres adhérents, des administrateurs, des « usagers-clients » et des salariés dont la confrontation enrichit la réflexion et la qualité des actions mises en œuvre.
- **Des membres de l'association, venant de tous horizons, qui constituent un réseau d'expertise** sur diverses approches possibles (territoires, publics, thématiques, disciplines), dont le CÉAS peut le cas échéant mobiliser les compétences. Ce réseau constitue également une ressource pour inscrire des actions dans la durée, au-delà des interventions ponctuelles, contractuelles et financées.
- **Une polyvalence recherchée au niveau des intervenants** (salariés, voire administrateurs), quant aux techniques (animation de groupe, formation, recherche) et aux champs d'application (action sociale, insertion, développement local, aménagement du territoire, politique de la ville, etc.), qui permet d'accumuler une expérience transversale et facilite une approche globale de la société. Un recrutement pluridisciplinaire des salariés facilite cette polyvalence.
- **Une équipe de salariés de taille réduite** qui fonctionne de façon consensuelle, solidairement, sans fonction directoriale, sans spécialisation rigide des fonctions.
- **Un groupe d'administrateurs** qui est chargé de définir les grandes orientations de l'association et de fixer des axes de travail prioritaires. Il a également une fonction de veille par rapport au respect du projet associatif, de conseil et d'enrichissement pour les interventions, de stimulation pour plus de

pertinence et d'efficacité dans les actions conduites, pour plus d'initiatives et d'actions innovantes.

- **Une certaine indépendance**, ce qui implique un équilibre budgétaire essentiellement par des prestations de service, et non des subventions de fonctionnement. Cette indépendance permet éventuellement des prises de position.
- **Une implication dans divers réseaux** pour faciliter une plus grande ouverture et bénéficier de compétences extérieures.

## Les méthodes pour l'action

- **Une diversité de moyens d'action** : mise à disposition et diffusion de l'information utile, animation de groupes de réflexion, formations, expérimentations, études ou recherches finalisées vers l'action...
- **Un souci d'apporter une réponse à toute demande** en cohérence avec le projet associatif, quand bien même la solvabilité n'est pas immédiatement ou complètement envisageable.
- **Un renouvellement permanent au niveau de la réflexion et de l'action**, par l'observation et l'analyse des changements sociaux, par l'introduction régulière d'innovations, par l'initiative d'actions innovantes, par l'expérimentation, par l'évaluation, par l'ouverture de nouveaux champs d'intervention.
- **Une approche globale de la société**, qui se marque par une capacité à faire le lien entre ses différentes composantes.
- **Un ancrage des actions sur les réalités de terrain**, d'où la prise en compte des territoires et de leurs spécificités socio-économiques et socioculturelles pour une cohérence d'intervention.
- **Un ancrage pédagogique**, dans la conduite des actions de formation, **sur l'expérience et les pratiques au quotidien** des stagiaires, valorisant leurs richesses et capacités.
- **Une pratique de la formation-action ou de la recherche-action qui permette la prise en compte de l'ensemble des acteurs concernés, leur appropriation de la démarche, leur implication** dans l'élaboration des propositions et éventuellement dans la mise en œuvre des actions.
- **Une préoccupation constante de démarche partenariale** qui contribue aux décroissements, à une mise en réseaux et à une pratique de coordination entre les différents acteurs.
- **Une perspective écologique** prenant en compte les effets à court, moyen et long terme, sur l'environnement et sur les populations, de toute action liée aux politiques sociales ou au développement local.
- **Une recherche d'ouverture aux échanges avec d'autres pays**, en complémentarité à son fort enracinement local.

# Rapport d'activité (mai 2010 – mars 2011)

---

**LA VIE ASSOCIATIVE**



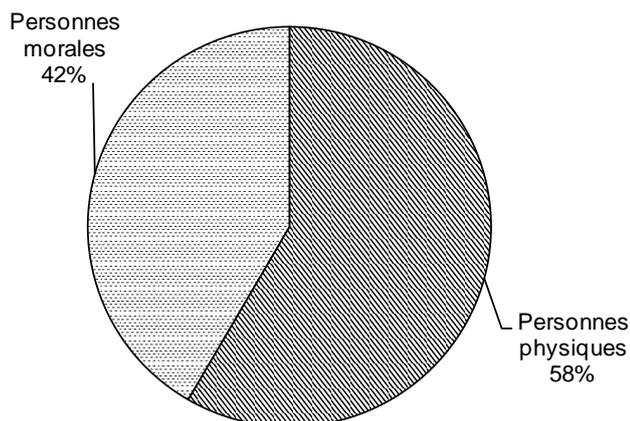
**LES PRESTATIONS DE SERVICE**



# LA VIE ASSOCIATIVE

## Adhérents du CÉAS

Dans un souci notamment de plus grande lisibilité, le CÉAS a dissocié, depuis une dizaine d'années, l'abonnement à *La Lettre du CÉAS* de l'adhésion. Le nombre d'adhérents est stable, s'approchant des 174 qu'il comptait en 2006 (chiffre record). Le CÉAS compte actuellement 173 adhérents, dont 101 personnes physiques (96 en 2010) et 72 personnes morales (72 en 2010).



## Publications du CEAS

### *CÉAS-point-com*

Depuis août 2002, dans le souci de leur apporter un service supplémentaire, le CÉAS adresse à tous ses adhérents, du moins ceux disposant d'une adresse électronique, le *CÉAS-point-com*.

Ce bulletin quasi hebdomadaire de deux pages est composé de rubriques portant sur les actualités statistiques ou juridiques, la synthèse d'articles de fond, l'annonce de manifestations, la

présentation des ouvrages ou revues que le CÉAS reçoit, sans oublier une « pensée hebdomadaire ». Le *CÉAS-point-com* s'inscrit en complémentarité de *La Lettre du CÉAS*.

Il est actuellement diffusé, gratuitement, à 164 adhérents.

### *La Lettre du CÉAS*

La publication mensuelle du CÉAS continue à faire l'objet d'une priorité pour contribuer à la connaissance du département et de ses évolutions, pour traiter de questions de fond qui concernent le citoyen, ainsi que pour mieux faire connaître l'action et surtout les méthodes du CÉAS.

Un comité de relecture se réunit chaque mois avec une petite dizaine de personnes. Ouvert à tous, il assure la relecture des projets d'article. René Lemarchant est le directeur de la publication.

*La Lettre du CÉAS* est actuellement diffusée à 229 abonnés. Le nombre d'abonnements diminue pour la seconde année consécutive, ce qui constitue une source de préoccupations.

La périodicité mensuelle est respectée (douze numéros par an).

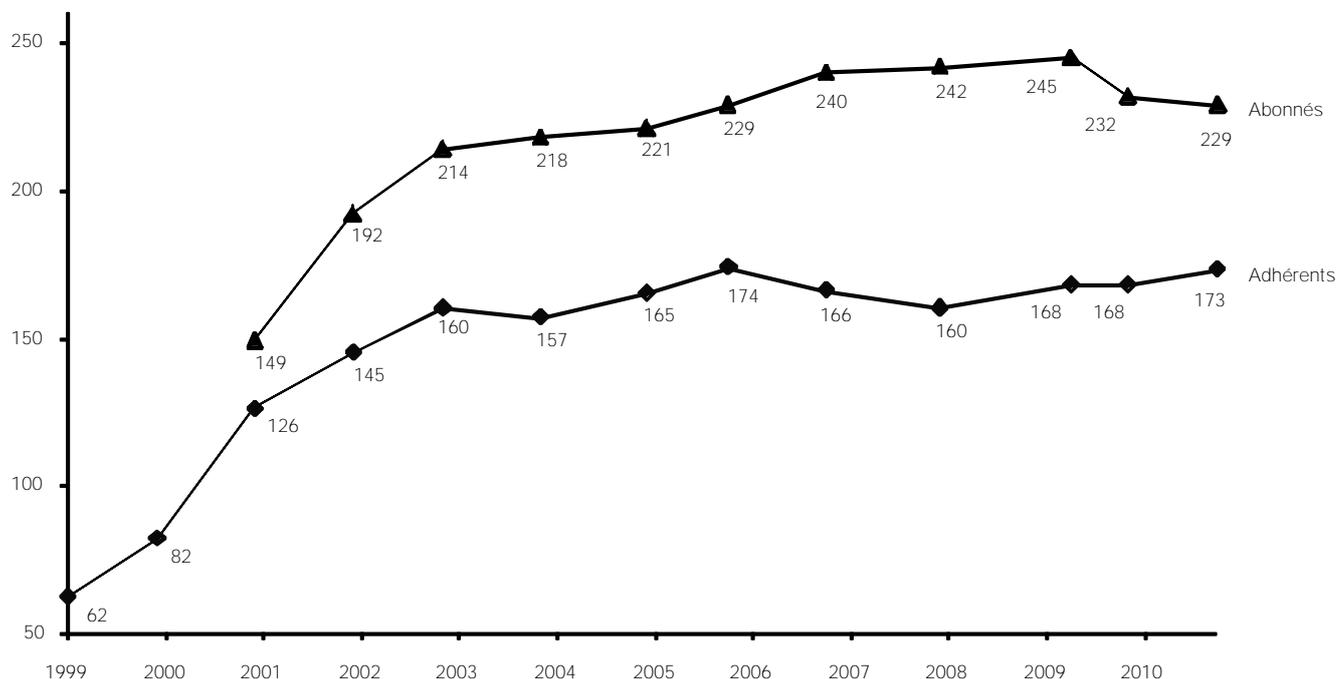
## Ressources humaines et matérielles

### Le conseil d'administration

Le conseil d'administration est actuellement composé de treize membres, dont deux avec voix consultative car ils représentent une personne morale adhérente.

Une personne physique a été cooptée durant cette année (soumise à élection ce jour) : Jacqueline Lardeux.

Le conseil d'administration s'est réuni deux fois en 2010-2011 : le 4 septembre 2010, à Sainte-Suzanne, et le 27 janvier 2011, à Laval. Le conseil d'administration a pour principales fonctions d'identifier et d'analyser des mutations concernant la Mayenne ou plus globalement la société, et de définir de grandes orientations.



# La Lettre du CÉAS... on en parle !

## LA LETTRE DU CEAS, n° 257, mars 2010.

Comme à l'accoutumée, des articles variés et pertinents voire impertinents dans cette publication. Nous avons relevé en particulier la présentation intéressante de deux cartes communales concernant les dernières élections régionales, celle du vote du Front national au premier tour et celle de l'abstention au second tour. Enrichissante est l'étude des derniers résultats démographiques de la Mayenne qui connaît un gain de population quasi général. Et que deviendrait notre département si l'on suivait certains militants bretons désireux de rattacher la Loire-Atlantique à la Bretagne ?

L'Oribus n° 78, juin 2010

## La moitié des foyers mayennais ne paie pas d'impôt

Les 25 communes dont le revenu est le plus bas dans le département de la Loire-Atlantique ont été classées en 2009.

Le revenu fiscal par foyer est de 2 000 euros en moyenne dans le département de la Loire-Atlantique. Les communes les plus riches ont un revenu de 3 500 euros, les plus pauvres de 1 000 euros.

Ouest-France du 6 décembre 2010

## Les addictions n'épargnent pas la Mayenne

Quarante et un Mayennais de moins de 65 ans sont morts de tabagisme en 2009, vingt-six par alcoolisme et cirrhose.

### Études

Dans un récent numéro, La Lettre du Centre d'étude et d'action sociale (CEAS) de la Mayenne revient sur un certain nombre d'indicateurs suivis par des organismes officiels qui traitent de manière très précise les pratiques dites « addictives » des Mayennais. Nous résumons ci-dessous les principaux enseignements tirés de cet article.



### Cigarettes

204 millions de cigarettes ont été vendus en Mayenne en 2009, soit 875 par habitant, contre 860 sur le territoire national. « Ce qui place la Mayenne au 77<sup>e</sup> rang français », indique le CEAS. Dix ans plus tôt, en 1999, il en vendait encore près de 278 millions de cigarettes en Mayenne.

La baisse des ventes a débuté en 2000, pour atteindre le seuil plancher de 197,5 millions de cigarettes en 2004, avant de remonter. Conséquence du tabagisme : en 2009, 41 Mayennais de moins de 65 ans sont décédés par tumeur de la trachée, des bronches et des poumons, ainsi qu'un national sur la santé et de la recherche médicale (Inserm).

204 millions de cigarettes ont été vendus en Mayenne en 2009. C'est 26 % de moins que dix ans auparavant.

### Alcoolisme

Trois jours en 2009, la police et la gendarmerie ont enregistré 342 faits divers sur la voie publique, ce qui place la Mayenne au 46<sup>e</sup> rang national par rapport au nombre d'habitants de 20 à 70 ans. C'est sensiblement moins qu'en 2008 (511 faits, 52<sup>e</sup> rang national). « Nous n'avons pas d'explication objective pour cette forte diminution, étant entendu que ces statistiques sont liées à l'activité de la police et de la gendarmerie », constate le CEAS. Qui qu'il en soit, l'alcoolisme et la cirrhose ont

provoqué la mort de 26 Mayennais en 2009.

### Drogues

Dernière donnée intéressante : le nombre d'interpellations pour usage de cannabis a reculé de 525 en 2008 à 498 en 2009 (53<sup>e</sup> rang national). Selon les chiffres fournis par l'Office central pour la répression du trafic illicite de stupéfiants (OCRF), là aussi, on ne peut pas en tirer de conclusion sur l'évolution de la consommation, les chiffres ne reflétant pas toute l'activité des forces de l'ordre.

Quest-France du mercredi 9 mars 2011

## Salaires : la Mayenne au 72<sup>e</sup> rang français

Le centre d'étude et d'action sociale de la Mayenne dans sa lettre de novembre a publié une enquête sur les salaires en Mayenne à partir des déclarations annuelles 2008 de certains salariés (ADEA).

En cette enquête, il ressort qu'en 2008, un salarié (en CDI) du département (726 en tout) a déclaré un salaire net de 26 237 euros dans le région des Pays de la Loire et 37 085 euros en France entière. « La Mayenne a toujours par elle-même été reconnue par elle-même comme une zone professionnelle et d'insertion », indique le CEAS. « Les salaires en Mayenne sont donc en France au 72<sup>e</sup> rang national, une situation qui est loin d'être satisfaisante. »

	Mois	Pays de la Loire	France entière
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	27 208	29 154	34 011
Construction	25 705	27 983	28 456
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	25 613	26 967	28 706
Information et communication	33 321	36 493	44 367
Activités financières et d'assurance	39 401	39 879	49 523
Activités immobilières	27 490	28 149	31 714
Activités scientifiques et techniques, services informatiques et de soutien	27 478	28 496	32 874
Administration publique, enseignement, santé et action sociale	36 219	37 647	39 071
Autres activités de services	25 639	27 234	29 418
Moyenne	27 970	28 333	32 048

Le tableau tient compte des données de 2008 en euros, par secteur d'activité (premier à dernier rang). Source : Data 2008 Insee, CEAS.

La Lettre du Centre d'étude et d'action sociale de la Mayenne dans sa lettre de novembre a publié une enquête sur les salaires en Mayenne à partir des déclarations annuelles 2008 de certains salariés (ADEA).

En cette enquête, il ressort qu'en 2008, un salarié (en CDI) du département (726 en tout) a déclaré un salaire net de 26 237 euros dans le région des Pays de la Loire et 37 085 euros en France entière. « La Mayenne a toujours par elle-même été reconnue par elle-même comme une zone professionnelle et d'insertion », indique le CEAS. « Les salaires en Mayenne sont donc en France au 72<sup>e</sup> rang national, une situation qui est loin d'être satisfaisante. »

Haut-Anjou - 17 décembre 2010

Les administrateurs sont tenus informés très régulièrement (plusieurs fois par mois), par les salariés, sur tout ce qui touche la vie associative et les prestations en cours. Cette diffusion des informations s'établit par un document écrit. À sa réception, les administrateurs peuvent interpellier les salariés pour demander des compléments d'information et/ou exprimer un point de vue.

Xavier Lemaitre, recruté dans le cadre d'un CAE-Passerelle, a quitté le CÉAS pour entamer une formation de conseiller d'insertion. Anne Duval, titulaire d'un master professionnel en intervention sociale, le remplace depuis juin 2010.

Au quotidien, Christophe Mézange, Paul Hamon et Gilbert Lair sont délégués du Bureau pour la signature des conventions ou courriers importants, et pour le règlement des factures.

Pour la formation préparatoire au diplôme d'État d'auxiliaire de vie sociale (DEAVS) et pour la formation continue, le CÉAS, jusqu'à la

## Les salariés

Une commission « Gestion des ressources humaines » s'est mise en place (Joël Épinard, Gilbert Lair et Michèle Ody). À partir d'entretiens individuels avec chaque salarié, l'objectif premier était de faire le point sur l'intégration des nouveaux, mais aussi de poser des jalons par rapport à la pyramide des âges. Ce travail a suscité des débats internes sur la militance des salariés. Il a également donné lieu à la mise en place de nouveaux outils : des « règles pour un bon fonctionnement au quotidien », une informatisation des relevés de temps...



Opération « Spéléo » à Saugues pour la cohésion d'équipe...

Le CÉAS emploie actuellement six salariés en contrat à durée indéterminée : Brigitte Matthys (à 1/5<sup>e</sup> jusqu'au 31 décembre, à 0,5/5<sup>e</sup> à compter du 1<sup>er</sup> janvier), Soline Bréhin (à 2,5/5<sup>e</sup>), Claude Guioullier (à 4/5<sup>e</sup>), Nathalie Houdayer, Carole Mézerette et Jean-Louis Villin (à temps complet).

rentrée de septembre 2010, faisait appel à divers vacataires. Depuis septembre 2010, Soline Bréhin, conseillère en économie sociale familiale, est salariée au CÉAS à temps partiel, elle assure la mission de responsable de la formation DEAVS.

## Service civique

Le 20 septembre, Agathe Gentihomme a achevé sa mission de service civil volontaire au sein du CÉAS. Elle a depuis intégrée une école d'avocats dans la région parisienne. Cette mission avait une durée de neuf mois et avait comme objectif de « *contribuer à la connaissance et à la promotion de la vie associative en Mayenne* ».

Depuis décembre 2010, le CÉAS accueille Marion Outin en service civique sur une mission de rédaction d'articles pour les parutions du CÉAS.

Deux autres missions étaient proposées : « Promotion des formes de volontariat et du service civique en Mayenne » et « Connaissance et développement de la vie associative en Mayenne ». Cette dernière vient d'ailleurs de susciter l'intérêt d'un jeune de 18 ans, Jean-François Seillery, qui a intégré l'équipe du CÉAS depuis le 1<sup>er</sup> avril.

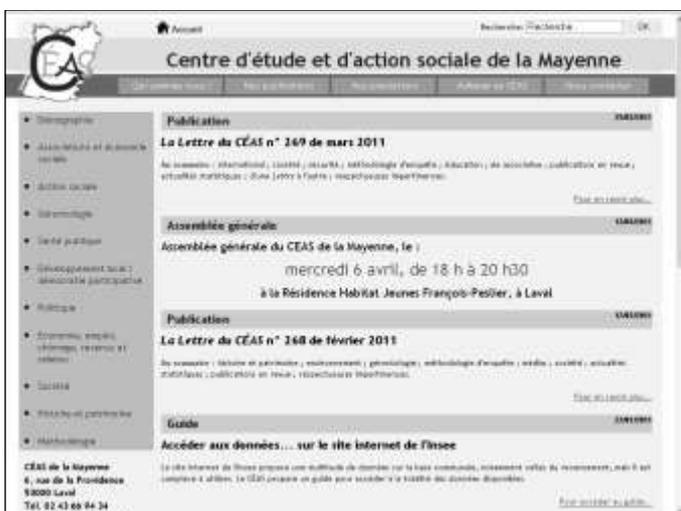
## Formation continue

Dans le cadre de sa mission de gestion des dossiers liés au Dispositif local d'accompagnement (DLA), Carole Mézerette suit les formations organisées par l'Avisé : présentation du dispositif et des missions d'animation, utilisation du logiciel Énée (outil informatique pour la gestion et le suivi du dispositif).

## Site Internet

Le site Internet du CÉAS permet l'accès aux activités du CÉAS, aux archives de ses publications, ainsi qu'à des données statistiques locales.

[www.ceas53.org](http://www.ceas53.org)



## Locaux

Le CÉAS se prépare à transférer ses activités de formation initiale (DEAVS) au Pôle régional de formation santé-social créé à l'initiative du Conseil régional sur le site du 42<sup>e</sup> RT. La nouvelle école de masseurs-kinésithérapeutes, les deux écoles d'aides-soignants, l'école d'aides médico-psychologiques, ainsi que l'institut de formation aux soins infirmiers s'installeront progressivement sur ce site à partir du mois de septembre 2011.

## Mission d'accueil, information, conseil et orientation

Depuis mai 2010, le CÉAS a recensé environ quatre-vingts demandes de renseignements concernant des données statistiques (dont l'accès aux données du recensement sur le site Internet de l'Insee) et de la documentation plus générale.

À ceci s'ajoute l'information concernant plus spécifiquement le diplôme d'État d'auxiliaire de vie sociale (DEAVS). Une quarantaine de personnes ont sollicité le CÉAS (information téléphonique et réunions collectives).

## Interventions non rémunérées

**Parité dans les conseils municipaux** : dans la perspective de contribuer à la parité en politique, le CÉAS a participé à l'élaboration d'un questionnaire destiné aux élues mayennaises, en partenariat avec le sénateur François Zochetto. Le CÉAS en a assuré le traitement informatique et la synthèse. Les résultats de l'enquête ont été transmis à toutes les communes mayennaises.

**Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) Laval – Licence Ressources humaines et relations sociales** : intervention, auprès des étudiants, pour présenter, d'une part les modalités spécifiques de gestion des ressources humaines au CÉAS, d'autre part la situation et les évolutions de l'emploi et du travail en général, et plus particulièrement en Mayenne.

**ADMR de Villaines-la-Juhel – Assemblée générale** : intervention sur le thème de l'aide à domicile et des évolutions professionnelles depuis la création du service.

**ADMR de L'Huisserie – Assemblée générale** : intervention pour présenter les évolutions démographiques du territoire et l'évolution de l'activité depuis la création de l'association en 1984.

**Ville de Mayenne et CPAM de la Mayenne – Festival de la Prévention** : animation de la restitution du diagnostic santé du territoire de Mayenne.

**Agir ensemble à Bonchamp – Soirée débat sur la maladie d'Alzheimer** : animation de la soirée-débat, avec la participation de Paul Choisent, président de France-Alzheimer, et du Dr Touzard, gériatre au Centre hospitalier de Laval.

**Festival de la Prévention Santé à Saint-Fort** : animation d'une conférence-débat sur une approche socio-démographique des personnes âgées.

**Maison de la Prévention – Croyances et santé** : animation d'un atelier sur le thème « Croyances et santé », dans le cadre d'une journée d'échanges sur la prévention santé au cours du temps.

**Solidarité Paysans – Assemblée générale** : intervention du CÉAS sur le thème : « Comment être solidaires dans un contexte où il y a de moins en moins de paysans mais de plus en plus de situations de difficultés ? »

## Représentation

Un salarié participe en tant que « personne qualifiée », d'une part au Comité départemental des retraités et personnes âgées (Conseil général) et, d'autre part, à la Conférence de territoire (Agence régionale de santé).

Une administratrice a participé à l'atelier thématique : « Habitat et vie sociale, services de proximité », dans le cadre du Schéma de cohérence territoriale (SCOT) du Syndicat mixte du territoire des pays de Laval et de Loiron.

Participation de salariés à des groupes de travail mis en place par divers partenaires : Réseau des intervenants en addictologie de la Mayenne, Maison de l'emploi, ville de Laval (Partenariat associatif)...

Appui méthodologique pour la réalisation d'enquête (ville d'Évron, Association départementale pour le développement de la danse et de la musique en Mayenne...), la réalisation d'outils...

Participation à des jurys d'examen ou de sélection...

## Participation aux réseaux régionaux et nationaux

### Culture et Promotion

Le CÉAS est membre de Culture et





# LES PRESTATIONS DE SERVICE

## A) Formations

### Formation des aides à domicile

#### Formation préparatoire au diplôme d'État d'auxiliaire de vie sociale (DEAVS)

Maître d'ouvrage : CÉAS de la Mayenne (agrée par la Direction régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale des Pays de la Loire et le Conseil régional).

Pour la session de 2010, sur le groupe de 26 stagiaires, 24 d'entre elles ont obtenu les six modules du DEAVS, ce qui représente un taux de réussite de 92 %.

La session 2011 compte dix-sept stagiaires, dont sept salariées d'associations locales ADMR, sept « élèves » qui bénéficient de convention avec le Conseil régional et trois salariées en reconversion (en congé individuel de formation, notamment).

Afin de professionnaliser au mieux les stagiaires, le CÉAS de la Mayenne fait intervenir des professionnels de différentes structures et accorde une importance au travail en réseau.

Depuis 2009, à la demande de la Région, le CÉAS coordonne l'organisation d'une rencontre annuelle des étudiants des formations sanitaires et sociales du département (auxiliaires de vie sociale, aides-soignants, aides médico-psychologiques, conseillers en économie sociale familiale et, à partir de 2011, étudiants en soins infirmiers).

#### Fédération ADMR de la Mayenne

Formations des professionnelles d'intervention regroupant douze à quinze professionnels pour chaque cycle de formation, sur

les thèmes suivants : initiation professionnelle, tutorat et accueil de stagiaires, accompagnement à la Validation des acquis de l'expérience (VAE) en vue de l'obtention du diplôme d'État d'auxiliaire de vie sociale, handicap intellectuel et vie autonome, communication interpersonnelle.

#### Aid' a dom (Laval)

Formation de deux professionnelles d'intervention sur le thème: « Tutorat et accueil de stagiaires ».

#### Centre communal d'action sociale (CCAS) de Mayenne.

Animation de séances d'analyse de pratique auprès des aides à domicile (quatre groupes).

### Formation des bénévoles

#### Fédération ADMR de la Mayenne

Formations auprès de bénévoles des associations locales, sur les thèmes : transmission de l'information, mieux connaître l'aide à domicile, la fonction employeur.

#### Conférence permanente des coordi-

#### nations associatives (CPCA)

Dans le cadre du programme régional de formation de la CPCA, le CÉAS a animé deux sessions de formation à destination des bénévoles des associations mayennaises : « l'utilité sociale des associations » et « la communication associative ». Les for-

mations ont eu lieu à Laval, Château-Gontier et Mayenne.

#### Secours catholique de la Mayenne

Formation sur le thème de la gestion des conflits pour des bénévoles du Secours catholique.

### Formation aux valeurs civiques et citoyennes

Le CÉAS apporte une contribution active à l'organisation et à l'animation de la formation aux valeurs civiques pour l'ensemble des volontaires du département.

### Formations universitaires

Institut supérieur des métiers (Laval)

Le CÉAS intervient pour le brevet professionnel de libraire (projet d'entreprise), la

licence professionnelle banque-assurance (méthodologie de projet et accompagnement de mémoire), la licence d'histoire (analyse de l'actualité, questions de société, initiation

aux techniques journalistiques), la licence professionnelle chargés d'affaires peinture, aménagements et finitions (méthodologie de projet).

## B) Études, recherches-action et activités diverses

### Soutien à la vie associative

#### Dispositif local d'accompagnement (DLA) en Mayenne

Maîtres d'ouvrage : Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (Directe – Unité territoriale de la Mayenne), Caisse des Dépôts, Conseil régional des Pays de la Loire [et Créavenir].

Mission : soutenir, dans leur développement et leurs démarches de consolidation économique, les associations et structures d'utilité sociale créatrices d'emploi ; proposer un accompagnement de proximité déterminé en fonction des besoins des structures. En 2010, le CÉAS a accompagné une cinquantaine de structures. Une quinzaine de structures (représentant près de 400 salariés) ont bénéficié d'une ingénierie (accompagnement faisant intervenir un prestataire extérieur), sur la redéfinition du projet de la structure notamment. Le secteur de la culture a été le secteur d'activité le plus accompagné en 2010. Le CÉAS a également réalisé un travail d'analyse (fonctionnement, avantages et inconvénients) sur les formes atypiques d'emploi mises en place lors d'accompagnement DLA : le groupement d'employeurs et la mise à disposition de personnel.

#### Mesure européenne 4.2-3

Maître d'ouvrage : Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (CRESS) des Pays de la Loire.

Mission : accompagnement des porteurs de projets dans le cadre de la Mesure 4.2-3 du Fonds social européen (FSE). En 2010, deux associations ont été accompagnées par le CÉAS, dont Terres de Vent, à Athée.

#### Soutien aux associations non-employeurs

Maître d'ouvrage : État (Fonjep).

Mission : appui méthodologique auprès des associations sans salarié.

#### Prévention du mal-être et du suicide

Maître d'ouvrage : Collectif pour la prévention citoyenne du mal-être et du suicide en Mayenne.

Mission : soutien du groupe local de Landivy (L'Éclaircie) dans la formalisation de son fonctionnement. La mission s'est appuyée



Le Courrier de la Mayenne (édition de Mayenne) du 16 décembre 2010

sur un repérage des facteurs locaux susceptibles de générer du mal-être.

#### Association Sports et Loisirs de Condé-sur-Sarthe (61)

Maître d'ouvrage : Dispositif local d'accompagnement (DLA) de l'Orne.

Mission : appui technique à l'association dans la fonction employeur (choix d'une convention collective, contrats de travail...).

#### Association Les Bâtiuses (35)

Maître d'ouvrage : Dispositif local d'accompagnement (Résolidaire) d'Ille-et-Vilaine.

Mission : appui à Culture et Promotion pour l'accompagnement de l'association Les Bâtiuses, afin de répondre aux besoins suivants : renforcement du projet associatif, définition d'un modèle économique et d'une organisation viable et pérenne.

### Définition de politique et élaboration de projet

#### Projet d'établissement

Maître d'ouvrage : Maison Saint-Georges-de-Lisle, à Saint-Fraimbault-de-Prières.

Mission : accompagnement de l'établissement dans sa démarche d'élaboration de son projet d'établissement (des grandes orientations aux fiches-action).

#### Politique jeunesse

Maître d'ouvrage : Communauté de communes de la Région de Cossé-le-Vivien.

Mission : réalisation d'une enquête auprès des jeunes, des parents, des représentants associatifs et élus du territoire pour permettre la mise en place d'une politique jeunesse.

#### Projet de délégation

Maître d'ouvrage : délégation départementale du Secours Catholique.

Mission : accompagnement de la délégation dans la définition de son projet de délégation, notamment à partir de l'observation statistique.

#### Projet social

Maître d'ouvrage : Centre social Agitato.

Mission: accompagnement méthodologique pour l'évaluation du projet social 2009-2010 et la réécriture du projet social 2011-2014.

#### Les « jeunes en rupture » dans le département

Maître d'ouvrage : Direction départementale de la Cohésion sociale et de la Protection des populations (DDCSPP).

Mission : suite au Plan départemental de l'accueil, l'hébergement et l'insertion (PDAHI), approfondissement du diagnostic sur les jeunes en rupture.

## Analyse sociodémographique

### Observatoire des compétences et de l'emploi

Maître d'ouvrage : Maison de l'Emploi.

Mission : traitement et analyse des données de l'emploi et du chômage dans le département.

### Observatoire des services à la personne

Maître d'ouvrage : Maison de l'emploi.

Mission : réalisation d'un bilan de l'activité des services à la personne sur l'année 2009.

### Analyse des données du recensement

Maître d'ouvrage : Conseil général et Direction départementale des territoires.

Mission : réalisation de cahiers thématiques sur la base des données du recensement pour produire une analyse sociodémographique de la Mayenne. Les cahiers peuvent servir de cadre pour l'analyse d'autres thématiques (salaires, associations...).

### Diagnostic territorial

Maître d'ouvrage : Pays de Haute-Mayenne.

Mission : actualisation du diagnostic territorial par des analyses notamment sur la démographie, l'emploi et l'activité économique.

## Élaboration d'outils d'enquête

### Femmes et sport en Mayenne

Le CÉAS est l'un des huit signataires de la Charte « Femmes et sport en Mayenne ». Le CÉAS est à la disposition des acteurs mayennais pour un accompagnement dans les enquêtes qu'ils souhaitent réaliser. Ainsi, il a élaboré deux questionnaires d'enquête qui peuvent facilement être adaptés par chaque comité départemental.

### Politique et offre de santé en Haute-Mayenne

Maître d'ouvrage : Université du Temps Libre (UTL).

Mission : élaboration d'un questionnaire d'enquête à destination des adhérents de l'UTL, sur l'offre de santé en Haute-Mayenne ; analyse sociodémographique des personnes âgées dans le Pays de Mayenne.

## Rédaction de bulletins

### Intervenants en addictologie de la Mayenne

Maître d'ouvrage : Réseau des intervenants en addictologie de la Mayenne (RIAM).

Mission : rédaction du bulletin trimestriel du réseau, à l'intention des professionnels et bénévoles mayennais.

### Institut Supérieur des Métiers (ISM)

Dans le cadre d'un enseignement, le CÉAS apporte également son concours pédagogique et technique à l'élaboration des *Cris de la mésange*, bulletin de l'ISM.

## Évaluation externe

Depuis juillet 2010, le CÉAS est habilité par l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ANESM), à mener des évaluations externes.

Les salariés du CÉAS ont entamé un travail d'auto-formation sur cette thématique. Le travail en réseau avec les CEAS de la Vendée et de la Sarthe (également habilités) permet une mutualisation des outils d'évaluation.

Le CÉAS a réalisé une plaquette d'information sur l'évaluation externe.

À ce jour, le CÉAS a répondu à deux appels d'offres pour des évaluations externes.

## Gestion et administration de l'association « Culture et Promotion »

Maître d'ouvrage : Culture et Promotion.

Mission : gestion administrative liée au fonctionnement associatif et aux emplois ; gestion administrative et financière des différentes

prestations ; comptabilité et gestion de la paye ; permanence téléphonique et travaux divers de secrétariat.

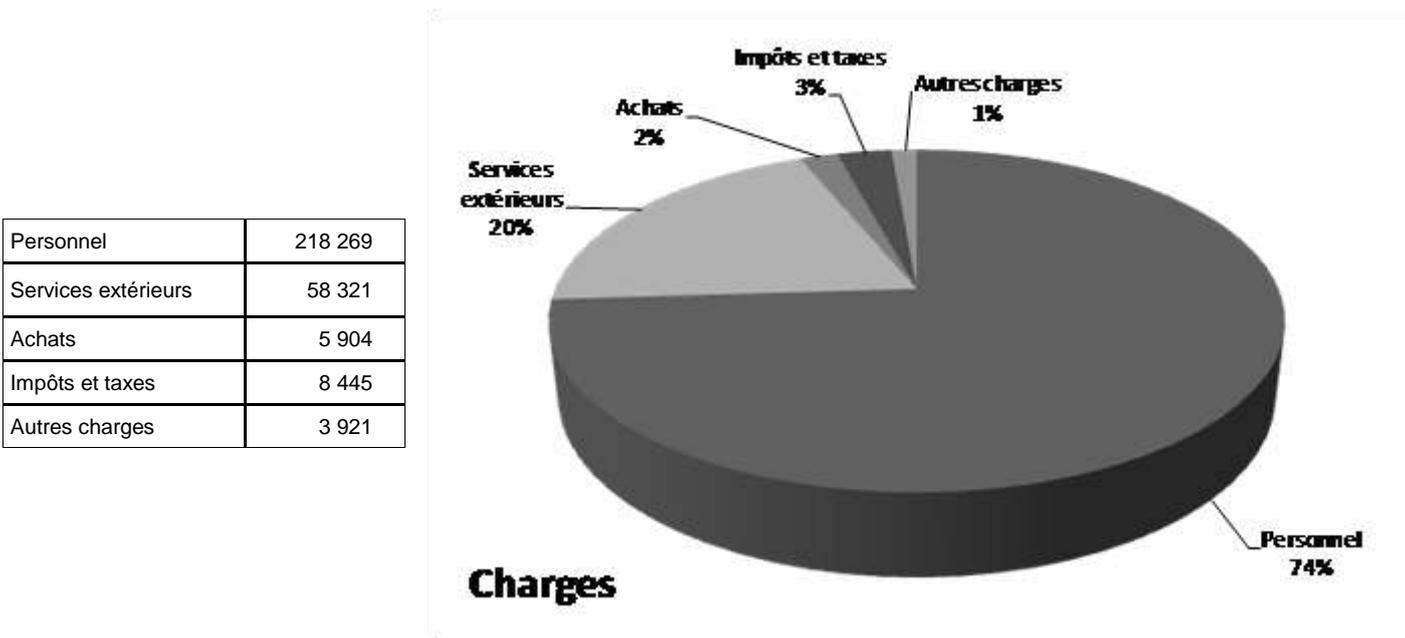
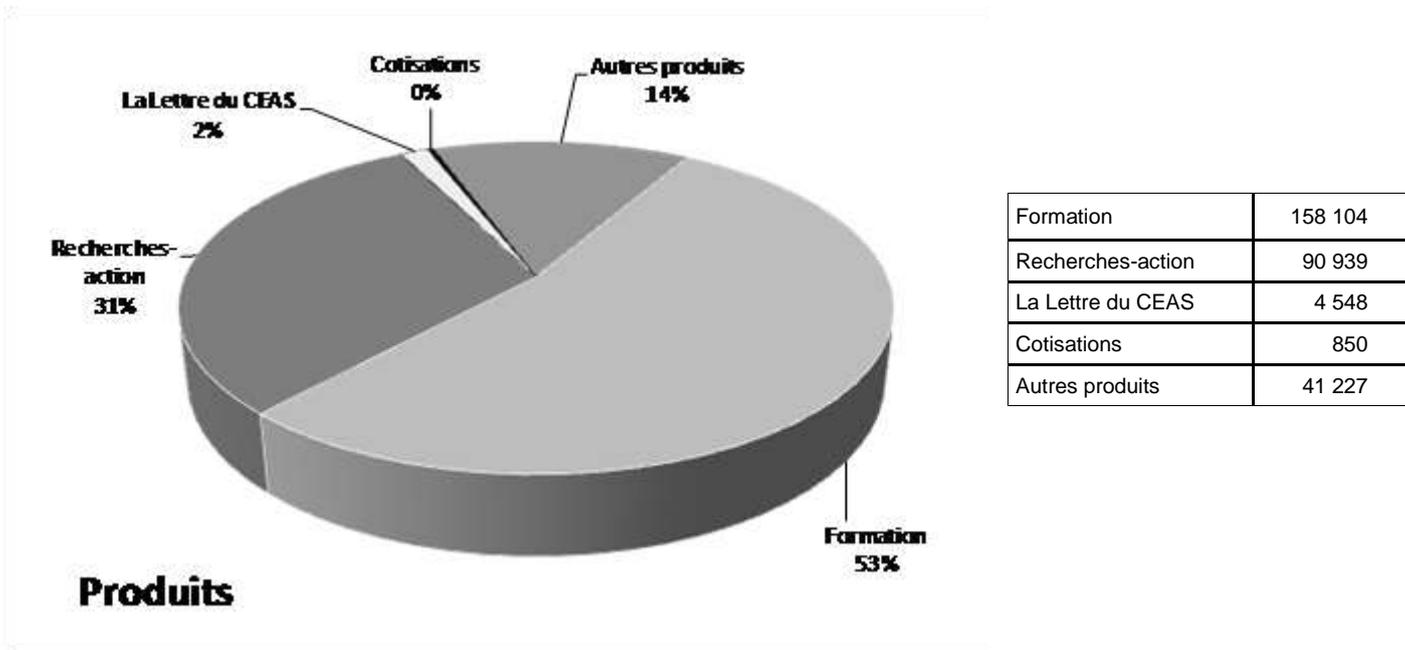
# Rapport financier (janvier à décembre 2010)

---

Contrairement à l'exercice 2009 qui affichait un excédent net de 12 950 euros, le résultat 2010 se traduit par un quasi-équilibre entre charges et produits (+ 809 euros).

Les produits d'activité connaissent un recul de 15 380 euros, principalement dû à une moindre activité dans le domaine des études et recherches-action (- 22 850 euros), insuffisamment compensée par les activités de formation (+ 7 200 euros). Les charges augmentent de 10 152 euros, notamment du fait des charges de personnel (+ 26 500 euros). Cette augmentation est cependant à relativiser puisqu'elle comprend le coût du départ de Delphine Pemproud et le recrutement de Soline Bréhin, lequel permet de diminuer considérablement l'achat de prestations de formation (- 13 402 euros).

Au 31 décembre 2010, le fonds de roulement (fonds propres + provisions - immobilisations) s'élève à 137 210 euros, ce qui correspond à 47 % du total des charges en 2010 ; soit environ 171 jours de fonctionnement contre 168 jours au 31 décembre 2009.



## BILAN AU 31/12/2010

ACTIF					
		Brut	Amortissements et provisions	Net 2010	Net 2009
Actif immobilisé					
	Logiciels	3 921,82	3 716,98	204,84	1 367,90
	Constructions	18 293,88	18 293,88	-	360,00
	Agencements	25 761,59	25 412,83	348,76	1 117,34
	Mat. de bureau et informatique	10 332,09	9 952,01	380,08	597,08
	Mobilier	4 510,49	4 510,49	-	220,65
Total 1		62 819,87	61 886,19	933,68	3 662,97
Actif circulant					
	Avances versées sur commande	950,82		950,82	
	Usagers et comptes rattachés	64 241,96		64 241,96	77 213,03
	Autres créances	648,20		648,20	3 217,08
	VMP	24 777,89		25 020,49	69 484,57
	Disponibilités	107 090,90		107 090,90	50 358,69
	Produits à recevoir			-	3 600,00
	Charges constatées d'avance	2 541,03		2 541,03	1 812,26
Total 2		200 250,80		200 493,40	205 685,63
TOTAL 1+2		263 070,67	61 886,19	201 184,48	209 348,60

PASSIF			
		2010	2009
Fonds propres			
	Fonds associatif	109 924,18	109 924,18
	Réserves	4 573,47	4 573,47
	Report à nouveau	12 947,99	-
	Résultat de l'exercice	809,01	12 947,99
Total 1		128 254,65	127 445,64
Provisions			
	Provision pour risques		
	Provision pour charges	10 000,00	10 000,00
Total 2		10 000,00	10 000,00
Dettes			
	Emprunt établissement de crédit		
	Emprunt et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fiscales et sociales	38 394,72	46 190,67
	Autres dettes	100,00	
	Fonds d'ingénierie DLA	14 388,00	4 029,52
	Fournisseurs et comptes rattachés	6 031,11	17 141,97
	Charges à payer	2 060,00	2 584,80
	Produits constatés d'avance	1 956,00	1 956,00
Total 3		62 929,83	71 902,96
TOTAL 1+2+3		201 184,48	209 348,60

## Compte de résultat 2010

		2010	2009	Variation
<b>70/ Activités de l'association</b>				
701000	Vente de publications	4 548,20 €	4 713,00 €	-164,80 €
706001	Prestations de services formation	115 604,18 €	108 744,47 €	6 859,71 €
706002	Prestations de services recherches-action	90 939,00 €	113 793,43 €	-22 854,43 €
741000	Subventions ministères (FONJEP)	10 964,50 €	10 969,00 €	-4,50 €
741710	Subvention Région (centre de formation sociale)	42 500,00 €	42 000,00 €	500,00 €
756000	Cotisations adhérents	850,00 €	810,00 €	40,00 €
758000	Produits divers de gestion courante	801,31 €	1 200,63 €	-399,32 €
771300	Libéralités perçues	2 186,83 €	3 202,94 €	-1 016,11 €
791000	Transferts de charges	27 210,69 €	14 607,75 €	12 602,94 €
TOTAL A		<b>295 604,71 €</b>	<b>300 041,22 €</b>	<b>-4 436,51 €</b>
<b>60/ Achats</b>				
602250	Fournitures de bureau	2 338,89 €	2 870,79 €	-531,90 €
606100	Fournitures non stockables	1 734,50 €	1 839,53 €	-105,03 €
606300	Fournitures d'entretien et de petits équipements	1 000,09 €	1 023,68 €	-23,59 €
606500	Achats de repas (formations)	830,70 €	730,80 €	99,90 €
		<b>5 904,18 €</b>	<b>6 464,80 €</b>	<b>-0,09 €</b>
<b>61/ Services extérieurs</b>				
612000	Redevance de crédit-bail	3 109,60 €	129,57 €	2 980,03 €
613200	Locations immobilières	6 282,86 €	5 997,94 €	284,92 €
615000	Réparations	164,16 €	15,00 €	149,16 €
615201	Entretien des locaux	797,36 €	685,99 €	111,37 €
615600	Maintenance	4 188,06 €	5 347,39 €	-1 159,33 €
616000	Primes d'assurance	617,12 €	633,97 €	-16,85 €
618100	Documentation	1 724,90 €	1 084,20 €	640,70 €
618300	Documentation technique		853,27 €	-853,27 €
618500	Frais de colloques et conférences	108,00 €	3 830,34 €	-3 722,34 €
		<b>16 992,06 €</b>	<b>18 577,67 €</b>	<b>-1 585,61 €</b>
<b>62/ Autres services extérieurs</b>				
621800	DEAVS - Personnel pédagogique extérieur	15 066,86 €	28 468,61 €	-13 401,75 €
621900	Autre personnel pédagogique extérieur	6 360,80 €		6 360,80 €
622000	Honoraires	2 060,00 €	2 020,00 €	40,00 €
623000	Relations publiques (DEAVS et DLA)	349,56 €	1 409,06 €	-1 059,50 €
625100	Voyages et déplacements	11 228,75 €	7 936,94 €	3 291,81 €
625700	Réceptions	1 756,66 €	448,16 €	1 308,50 €
626001	Affranchissements	2 969,15 €	3 403,81 €	-434,66 €
626002	Téléphone	1 473,20 €	1 303,04 €	170,16 €
627000	Services bancaires	64,40 €	62,88 €	1,52 €
		<b>41 329,38 €</b>	<b>45 052,50 €</b>	<b>-3 723,12 €</b>
<b>63/ Impôts et taxes</b>				
631100	Taxe sur les salaires	4 885,00 €	4 956,00 €	-71,00 €
633000	Formation continue	873,00 €	745,00 €	128,00 €
635000	Autres impôts	2 687,00 €	2 618,00 €	69,00 €
		<b>8 445,00 €</b>	<b>8 319,00 €</b>	<b>126,00 €</b>
<b>64/ Personnel</b>				
641100	Salaires et appointements	151 524,59 €	121 518,65 €	30 005,94 €
641300	Prime d'intéressement		6 474,00 €	-6 474,00 €
645000	Cotisations sociales	60 895,73 €	56 165,96 €	4 729,77 €
641500	Indemnités volontaires associatifs	5 848,57 €	7 543,80 €	-1 695,23 €
648000	Formation continue		70,00 €	-70,00 €
		<b>218 268,89 €</b>	<b>191 772,41 €</b>	<b>26 496,48 €</b>
<b>65/ Autres charges de gestion courante</b>				
654400	Perte sur créances des exercices antérieurs		1 051,00 €	-1 051,00 €
658000	Charges diverses de gestion courante	75,42 €	89,65 €	-14,23 €
658600	Cotisations d'appartenance	870,00 €	540,00 €	330,00 €
		<b>945,42 €</b>	<b>1 680,65 €</b>	<b>-735,23 €</b>
<b>68/ Dotation de l'exercice</b>				
6811	Dotation aux amortissements des immobilisations	2 729,29 €	6 382,85 €	-3 653,56 €
681500	Dotation aux provisions pour charges		10 000,00 €	-10 000,00 €
		<b>2 729,29 €</b>	<b>16 382,85 €</b>	<b>-13 653,56 €</b>
TOTAL B		<b>294 614,22 €</b>	<b>288 249,88 €</b>	<b>6 364,34 €</b>
Résultat d'exploitation (A-B=C)		<b>990,49 €</b>	<b>11 791,34 €</b>	<b>-10 800,85 €</b>

## Compte de résultat 2010 (suite)

		2010	2009	Variation
<b>76/ Produits financiers</b>				
767000	Produits nets sur cession de VMP		625,24 €	-625,24 €
768100	Intérêts livret A	64,32 €	246,75 €	-182,43 €
	TOTAL D	<b>64,32 €</b>	<b>871,99 €</b>	<b>-807,67 €</b>
<b>66/ Charges financières</b>				
661100	Intérêts des emprunts et dettes		157,09 €	-157,09 €
667000	Pertes nettes sur cession de VMP	26,08 €	157,09 €	-131,01 €
	TOTAL E	<b>26,08 €</b>	<b>157,09 €</b>	<b>-131,01 €</b>
Résultat financier (D-E=F)		<b>38,24 €</b>	<b>714,90 €</b>	<b>-676,66 €</b>
<b>77/ Produits exceptionnels</b>				
775200	Produit sur cession d'actif		3 217,08 €	
	TOTAL G	<b>0,00 €</b>	<b>3 217,08 €</b>	
<b>67/Charges exceptionnelles</b>				
672000	Charges sur exercices antérieurs	219,72 €	348,99 €	-129,27 €
675000	Valeur comptable des éléments d'actif cédés		2 426,34 €	-2 426,34 €
	TOTAL H	<b>219,72 €</b>	<b>2 775,33 €</b>	<b>-2 555,61 €</b>
Résultat exceptionnel (G-H=I)		<b>-219,72 €</b>	<b>441,75 €</b>	<b>-661,47 €</b>
<b>87/ Bénévolat</b>		<b>21 687,16 €</b>	<b>20 194,00 €</b>	<b>1 493,16 €</b>
<b>86/ Prestations bénévoles</b>		<b>21 687,16 €</b>	<b>20 194,00 €</b>	<b>1 493,16 €</b>
Excédent ou déficit (C+F+I)		<b>809,01 €</b>	<b>12 947,99 €</b>	<b>-12 138,98 €</b>

## À quoi les salariés occupent-ils leur temps ?

En 2010,

- Ils ont consacré 69 % de leur temps de travail à des prestations rémunérées...
- Et donc 31 % de leur temps de travail à la vie associative et à diverses activités :
  - 46 jours à *La Lettre du CÉAS* ;
  - 35 jours au *CÉAS-point-com* ;
  - 10 jours à des interventions non rémunérées ;
  - 6 jours à l'accueil, l'information du public, la diffusion de l'information (hors publications).
- En outre, ils ont effectué 86 journées sur du temps militant (non rémunéré), dont :
  - 41 jours pour *La Lettre du CÉAS*.
  - 15 jours pour des interventions non rémunérées.